



COMMUNAUTÉ URBAINE D'ALENÇON

Extrait du registre des DÉLIBÉRATIONS du Conseil de Communauté

SEANCE DU 6 FÉVRIER 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le six février à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil de Communauté, sur convocation adressée le 31 janvier 2025 et sous la présidence de Monsieur Joaquim PUEYO, s'est réuni en séance publique à la halle aux Toiles d'Alençon.

ÉTAIENT PRÉSENTS Mesdames et Messieurs les Conseillers en exercice, sauf :

Mme Nasira ARCHEN qui a donné pouvoir à M. Thierry MATHIEU, M. Ludovic ASSIER qui a donné pouvoir à Mme Lucienne FORVEILLE, Mme Patricia BOISNARD qui a donné pouvoir à M. Philippe DRILLON, Mme Vanessa BOURNEL qui a donné pouvoir à M. Jean-Noël CORMIER, M. Ahamada DIBO qui a donné pouvoir à M. David LALLEMAND, Mme Sophie DOUVRY qui a donné pouvoir à M. Jérôme LARCHEVEQUE, M. Stéphane FOURNIER qui a donné pouvoir à Mme Anne-Sophie LEMEE, Mme Sylvie GAILLARD qui a donné pouvoir à M. Joaquim PUEYO, M. Michel GENOIS qui a donné pouvoir à M. Patrick COUSIN, M. Armand KAYA qui a donné pouvoir à Mme Stéphanie KOUKOUNGON, M. Sylvain LAUNAY qui a donné pouvoir à M. Eric MORIN, M. Gérard LEMOINE qui a donné pouvoir à M. Jean-Patrick LEROUX, Mme Catherine MAROSIK qui a donné pouvoir à M. Romain BOTHET, M. Richard MARQUET qui a donné pouvoir à M. Patrick JOUBERT, M. Alain MEYER qui a donné pouvoir à Mme Monique OLIN, Mme Catherine REBILLON qui a donné pouvoir à Mme Christiane COCHELIN, M. Patricia ROUSSE qui a donné pouvoir à Mme Sylvaine MARIE, M. Daniel VALLIENNE qui a donné pouvoir à M. Gérard LURCON, Mme Brigitte ZENITER qui a donné pouvoir à Mme Fabienne MAUGER.

M. Daniel BERNARD, M. Joël DEMARGNE, M. Jean-Marie LECLERCQ, M. Edgar MOULIN, Mme Pascale PATEL, Mme Nathalie RIPAU, excusés.

Secrétaire de séance : LEVAUX Marie-Béatrice

Le procès-verbal de la dernière réunion du **19 décembre 2024** est adopté à l'unanimité.

N° 20250206-011

URBANISME

Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)- Révision Allégée n° 6 - Prescription et définition des modalités de concertation - Projet de pôle de santé

Planification, Prospectives

NL/SJ/GC/DaG

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment l'article L103-2, L103-3, L103-6, L153-11, L153-14, L153-21, L153-23, L153-32, L153-34, R153-3, R153-12, R153-20, R153-21 et R153-22,

Vu la délibération du Conseil de Communauté du 14 décembre 2023 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi),

Vu la délibération du Conseil de Communauté du 15 février 2024 prescrivant la révision du PLUi,

Vu les 5 révisions allégées du PLUi prescrites à ce jour,

Vu la conférence intercommunale du 30 janvier 2025 rassemblant, à l'initiative du Président, l'ensemble des maires des communes membres, relative à la définition des modalités de collaboration entre la Communauté urbaine d'Alençon (CUA) et les communes,

Il est exposé les motifs qui justifient la révision dite « allégée » du PLUi et les objectifs poursuivis par la Communauté Urbaine dans le cadre de cette révision dite « allégée »,

Projet unique en France, la reconstruction complète d'un site hospitalier été retenue en novembre 2021 par l'Etat dans le cadre du Ségur de la Santé. Le site d'Alençon-Condé sur Sarthe a été validé par le comité de pilotage du 15 décembre 2022, comme site préférentiel permettant d'accueillir, dans une perspective de développement et de pérennité des activités, l'hôpital et ses structures d'administration, et des équipements ou structures associés nécessitant cette proximité. L'ensemble pourra ainsi former un pôle d'envergure régionale. Afin de permettre la réalisation de ce pôle de santé, il est nécessaire d'adapter le document d'urbanisme intercommunal sur ce secteur d'environ 13 ha afin de permettre le développement du projet. Un classement avec un règlement adapté et correspondant à la nature du projet pourra ainsi être défini au PLUi.

La CUA étant l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière d'urbanisme, cette révision dite « allégée » est à mener sous l'autorité du Président de la Communauté Urbaine.

Considérant la conférence intercommunale du 30 janvier 2025 réunissant les maires des communes membres de la CUA pour débattre des modalités de collaboration entre la CUA et les communes membres pour la révision « allégée » du PLUi,

Conformément à l'article L103-2 de Code de l'Urbanisme, le projet fera l'objet d'une concertation de la population dont les modalités seraient les suivantes :

- la mise à disposition de la population et des associations locales, en continu et jusqu'à l'arrêt du projet, en mairie de Condé sur Sarthe et à l'hôtel de ville d'Alençon, siège de la CUA, d'un dossier reflétant l'état d'avancement de la réflexion et d'un cahier destiné à recevoir les observations et contributions du public,
- la mise en consultation du projet sur le site internet de la CUA,
- une réunion publique pourra être organisée par la Communauté Urbaine, en liaison et en accord avec la commune.

Conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, le projet de révision arrêté, qui ne porte pas atteinte aux orientations définies dans le projet d'aménagement et de développement durables, fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat et des personnes publiques associées, mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme, à savoir :

- le Préfet de l'Orne,
- le Président du Conseil Régional de Normandie,
- le Président du Conseil Départemental de l'Orne,
- les Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie Portes de Normandie, de la Chambre des Métiers et de l'artisanat Normandie, et de la Chambre d'Agriculture de l'Orne,
- le Maire de la commune de Condé sur Sarthe,
- le Président du Parc Naturel Régional Normandie-Maine,
- le gestionnaire d'infrastructure ferroviaire.

La CUA est également associée au titre d'EPCI compétent en matière de Programme Local de l'Habitat (PLH), du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM).

Conformément à l'article R104-11 du Code de l'Urbanisme, dans le cas où le projet serait susceptible d'avoir un impact significatif sur un site Natura 2000, l'avis de l'autorité environnementale sera sollicité.

Conformément à l'article L103-6 et R153-12 du Code de l'Urbanisme, le projet arrêté sera soumis à enquête publique, accompagné du bilan de la concertation et du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint.

Vu l'avis favorable du Bureau Consultatif, réuni le 30 janvier 2025,

le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DÉCIDE** la mise en œuvre de la révision dite « allégée » n° 6 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi),
- **ACCEPTE** les modalités de concertation exposées ci-dessus,
- **DÉCIDE** de s'engager à inscrire les crédits nécessaires au financement des dépenses afférentes à cette révision dite « allégée » au budget des exercices considérés,
- **PRÉCISE** que la présente délibération :
 - sera notifiée, conformément à l'article L153-11 du Code de l'Urbanisme, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme :
 - * au Préfet de l'Orne,
 - * aux Présidents du Conseil Régional de Normandie et du Conseil Départemental de l'Orne,
 - * aux Présidents de la Chambre de Commerce et de l'Industrie Portes de Normandie, de la Chambre des Métiers et de l'artisanat Normandie et de la Chambre d'Agriculture de l'Orne,
 - * au Président du Parc Naturel Régional Normandie-Maine,
 - * au gestionnaire d'infrastructure ferroviaire,
 - * au Maire de Condé sur Sarthe,
 - * à la Communauté urbaine d'Alençon (CUA), en tant qu'établissement public compétent en charge du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), en matière de Programme Local de l'Habitat (PLH), et Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM),
 - fera l'objet, conformément aux articles R153.20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage pendant un mois en mairie de Condé sur Sarthe et à l'hôtel de ville d'Alençon, siège de la Communauté urbaine d'Alençon, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département de l'Orne,

- sera exécutoire après sa réception par le Préfet de l'Orne et accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus,
- sera publié, conformément à l'article R153-22 du Code de l'Urbanisme, sur le portail national de l'urbanisme,

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son délégué à signer tous documents utiles relatifs à ce dossier.



**Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué,**

Gérard LURCON